

Mention droit du numérique

RNCP26633 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 7
Sigle	MASTER — Master
Code(s) NSF	128g
Code(s) ROME	K1903, K1902, K1901, K1404
Type d'enregistrement	Enregistrement de droit
Date d'échéance	31/10/2019

Certificateur(s)

Université Panthéon Sorbonne - Paris 1

<http://www.formationpermanente.univ-paris1.fr>

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

A compléter (Reprise)

ACTIVITÉS VISÉES

La mention Droit du numérique est composée de 2 parcours:

Droit des données, des administrations numériques et des gouvernements ouverts

Droit du commerce électronique et de l'économie numérique (en commun avec la mention Droit des affaires, avec la mention Droit de l'entreprise et avec la mention Droit privé)

- Parcours Droit des données, des administrations numériques et des gouvernements ouverts

Les diplômés sont aptes à :

Informar sur l'évolution des dispositions en vigueur dans les domaines du Droit de l'Internet.

Conseiller les entreprises, sur le plan juridique, dans l'usage des procédures fondées sur les TIC mises en place dans la sphère publique (téléprocédures, marchés publics informatisés).

- Parcours Droit du commerce électronique et de l'économie numérique (en commun avec la mention Droit des affaires, avec la mention Droit de l'entreprise et avec la mention Droit du numérique)

Les diplômés sont aptes à :

Rédiger les clauses — conditions générales de vente, d'utilisation, charte de confidentialité, etc. — des activités et des contrats de l'économie numérique (BtoB, BtoC, CtoC)

Rédiger et assurer le suivi de l'exécution des contrats entre les prestataires techniques et les acteurs de l'économie numérique

Maîtriser les aspects de responsabilités encourues dans leurs activités par les acteurs du commerce électronique (sites marchands ou non)

Conseiller les acteurs de l'économie numérique sur les aspects d'utilisation et de protection des données personnelles (assister le délégué à la protection des données)

Appliquer le droit social à l'économie numérique et, inversement, faire comprendre les aspects numériques de la relation de travail ordinaire

Assurer l'application des règles de paiement en ligne et de droit de la concurrence

Maîtriser le code de la propriété intellectuelle et son application aux activités numériques

Représenter les divers intérêts en présence (entreprise, consommateur, etc.) grâce à une sensibilisation forte aux activités de lobbying et de représentation

Maîtriser les aspects internationaux des relations de l'économie numérique (loi applicable et tribunal compétent)

Maîtriser les aspects de cybercriminalité des diverses activités impliquées dans les activités numériques

De façon générale : capacité d'assurer une assistance juridique ; d'analyser une situation de fait et d'identifier les difficultés juridiques ; de rechercher la documentation pertinente ; de proposer des éléments de solution ainsi qu'une stratégie en face d'une difficulté inédite ; d'assurer la veille et les modalités de l'intégration de toutes les évolutions des dispositions législatives en vigueur relative à l'économie numérique ; d'exposer oralement une stratégie et/ou une synthèse sur un point donné ; de rédiger une synthèse et/ou une stratégie ainsi que toutes formes de clauses contractuelles ou argumentations dans les matières impliquées par l'économie numérique.

COMPÉTENCES ATTESTÉES

Capacités attestées

- Parcours Droit des données, des administrations numériques et des gouvernements ouverts

Les diplômés sont capables de :

Prendre la mesure des problèmes juridiques posés par la généralisation des TIC et du processus des gouvernements ouverts aux administrations et aux entreprises ; y apporter des solutions adaptées.

Contribuer à l'organisation et à la gestion des nouvelles technologies de l'information et de la communication, dans le domaine de la vie administrative (création et gestion juridique des téléprocédures administratives, de l'administration électronique, des marchés publics informatisés).

- Parcours Droit du commerce électronique et de l'économie numérique (en commun mention Droit des affaires, la mention Droit de l'entreprise et la mention Droit privé)

Les diplômés sont capable de :

Connaitre le régime de tous les contrats de l'économie numérique : régime juridique des activités et contrats entre professionnels et particuliers (droit civil, droit de la consommation, droit de la concurrence, droit international privé) ; régime juridique des contrats avec les prestataires techniques (droit civil, droit de la consommation, droit de la concurrence, droit international privé) ; régime juridique des contrats entre particuliers (droit civil, droit de la consommation, droit de la concurrence, droit international privé)

Connaitre le régime des responsabilités spéciales des différents acteurs

Connaitre le régime de protection des données personnelles

Connaitre la cybercriminalité

Maîtriser le droit de la propriété intellectuelle appliqué à l'économie numérique

Maîtriser les modes de régulation de l'Internet

Maîtriser le droit de la preuve numérique

Maîtriser le régime du contentieux international de l'économie numérique (loi applicable et juridictions compétentes)

Maîtriser le cadre technique de l'économie numérique et de la sécurité des systèmes

Maîtriser les paiements et instruments financiers numériques

Maîtriser le droit social applicable aux activités numériques ainsi que des évolutions subies, sous la pression du numérique, sur les modes de travail et d'emploi ordinaire

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

Administration d'Etat, Etablissements publics

Collectivités locales, Entreprises publiques,

Secteurs de l'internet, de l'informatique, de l'audiovisuel et des télécommunications ; également grand groupes industriels ou tertiaires ayant une activité en économie numérique

Fonction publique de l'Etat, des collectivités territoriales, fonction publique hospitalière, cadres de la sécurité sociale

Emplois contractuels de droit public ou de droit privé : bureaux d'étude travaillant pour les administrations, entreprises publiques et sociétés d'économie mixte...

Avocat

Cabinets d'audit et de gestion

Conseil juridique des administrations centrales et territoriales

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

Juriste, en cabinet d'avocat, dans la magistrature, dans des services juridiques d'entreprises, dans des organisations internationales et européennes, au sein de juridictions internationales,

Avocat

Conseil juridique.

Métiers de l'encadrement supérieur dans le secteur public (par accès aux concours de recrutement de la fonction publique – notamment les concours de l'ENA, de l'ENSP, de l'INET, de l'EN3S, des assemblées parlementaires, de conseiller et secrétaire des Affaires étrangères (cadre général et cadre d'Orient, etc... ou par contrat du secteur public),

Consultant auprès d'administrations, organismes publics ou entreprises

Avocat.

Conseil juridique

Audit et gestion

RÉGLEMENTATIONS D'ACTIVITÉ

Pour l'exercice de la profession d'avocat : nécessité d'obtenir le CAPA

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Modérée (3/5) Moyenne pondérée par l'emploi ; les familles ci-dessous s'échelonnent de 3 à 4 sur 5.
Facteurs principaux	Lien formation-emploi, Manque de main-d'œuvre disponible
Salaire médian (mensuel)	2 462 €
Diplôme le plus fréquent	Diplôme de niveau bac+5 ou plus (doctorat, master ou équivalent) en sciences humaines et droit (58 % des actifs en emploi)
Familles professionnelles (FAP)	L5X91 — Juristes et avocats · tension 3/5 (Modérée) P3X90 — Professionnels du droit · tension 4/5 (Élevée)
Projets de recrutement (BMO 2026)	4 050
Jugés difficiles à recruter	41 %
Emplois saisonniers	5 %
Familles professionnelles (FAP)	L5X91 — Juristes et avocats P3X90 — Professionnels du droit

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation initiale, Formation continue, Apprentissage, Contrat de professionnalisation, Candidature individuelle, VAE

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

A compléter (Reprise)

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE, FORMATION CONTINUE, APPRENTISSAGE, CONTRAT DE PROFESSIONNALISATION, CANDIDATURE INDIVIDUELLE

Jury d'admission formé d'enseignants-chercheurs et intervenants professionnels

COMPOSITION DU JURY — VAE

Jury de VAE formé d'enseignants-chercheurs et intervenants professionnels

Base légale

Date d'échéance de l'enregistrement	31/10/2019
--	------------

Liens avec d'autres certifications

ANCIENNES VERSIONS
RNCP17398

Pour plus d'informations

LIEN VERS LE DESCRIPTIF
Université Paris1 Panthéon Sorbonne

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/26633/>